

*Questions orales***LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

LES ENTENTES EDER—LE FINANCEMENT FÉDÉRAL

L'honorable Edward Broadbent (Oshawa): Ma question s'adresse au ministre responsable du développement régional. Il ne voyait pas tout à l'heure comment être plus précis au sujet du financement du développement régional. Je vais lui fournir l'occasion de l'être.

J'ai écouté attentivement ce matin le discours du premier ministre et ce qu'il avait à dire au sujet du financement de l'APECA et du Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest. Il a déclaré que ces programmes continueraient d'être financés, mais il n'a pas mentionné les ententes EDER.

Dans l'Ouest, il y a 39 ententes de ce genre, dont 16 ont expiré; dans la région de l'Atlantique, il y en a 46, dont 24 ont expiré. Il s'agit là d'autres fonds que ceux dont le premier ministre a parlé ce matin.

Le ministre va-t-il assurer aux Canadiens de l'Ouest et à ceux de la région de l'Atlantique que l'on va continuer dans les années à venir à financer de façon équivalente les ententes EDER qui ont expiré?

L'honorable Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le premier ministre a fait savoir clairement que tous les programmes que le gouvernement a mis en oeuvre au cours des trois dernières années continueront d'être financés pendant cinq ans.

En tant que gouvernement, nous avons clairement favorisé l'idée d'un financement partagé du développement avec nos homologues provinciaux et nous continuerons de le faire.

Le député devra attendre le budget pour savoir ce que cela représente exactement en dollars et en cents.

LA SYSCO STEEL

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je tiens à ce que le ministre sache que je m'intéresse aux détails, et les gens de l'Ouest et du Canada atlantique aussi.

Le premier ministre et le ministre qui l'a cité, n'ont pas mentionné les ententes de développement économique régional. Voilà ce que je veux savoir. Il a mentionné une agence de l'ouest du Canada et une autre du Canada atlantique dont les budgets n'ont rien à voir avec ces ententes.

Les premiers ministres de ces deux régions s'inquiètent au sujet de ces ententes.

En février dernier, le gouvernement des États-Unis a rendu un jugement contre la Sysco Steel fondé en partie sur l'inclusion de ces ententes dans l'Accord de libre-échange, et je peux le montrer au ministre, si ça l'intéresse. L'inclusion des ententes de développement économique est l'une des raisons pour lesquelles celles-ci n'ont pas été renouvelées. Ces ententes ont déjà été contestées aux États-Unis.

Si ce n'est pas le cas, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour rétablir la légitimité du programme de la Sysco?

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des sciences et de la technologie): Monsieur le Président, je déteste reprendre des arguments ressassés à satiété durant la campagne électorale.

Nos programmes de développement régional ne sont aucunement menacés par l'Accord de libre-échange. L'an prochain, comme l'an dernier, n'importe quel programme pourra être contesté sous prétexte qu'il constitue une subvention à l'exportation. L'Accord de libre-échange n'a rien changé à cet égard.

Notre gouvernement tient toujours aux ententes conjointes de développement économique conclues avec nos partenaires provinciaux. Nous ne tenons pas nécessairement à chacune d'entre elles—il y aura peut-être des changements. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: Si le député a la patience d'attendre trois semaines, il verra le budget préparé par mon collègue, le ministre des Finances, et il pourra alors se prononcer.

M. Broadbent: Les gens de la région de l'Atlantique et de l'ouest du pays doivent déjà subir une politique de taux d'intérêt élevés conçue pour lutter contre l'inflation à Toronto. Ils veulent qu'on leur garantisse et ce, dès maintenant, qu'ils recevront les mêmes fonds au titre du développement régional.

[*Français*]

LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale le premier ministre a promis que les programmes de développement régional ne seraient pas affectés par l'Accord commercial. Les Américains ont pris une décision différente. En